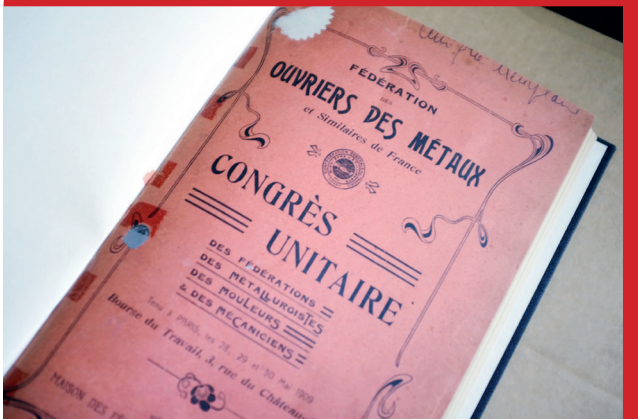
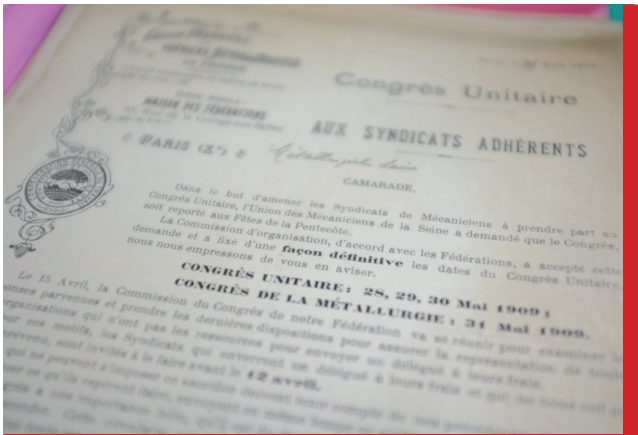


1909

L'UNITÉ SYNDICALE DES MÉTAUX



SOMMAIRE :

| Repas des anciens février 2019



INTRODUCTION

3 Claude Ven

INTERVENTIONS

6 Guillaume Davranche
8 Emeric Tellier

DÉBATS

16 Dialogues
avec la salle

Illustrations couverture, de gauche à droite et de haut en bas :

- Convocation au congrès, 1909 © coll. IHS CGT Métaux
- Vue de la salle des débats © R. Gauvrit
- Couverture du compte-rendu du Congrès national des ouvriers métallurgistes, 1909 © coll. IHS CGT Métaux
- Signature manuscrite d'Alphonse Merrheim © coll. IHS CGT Métaux



d'articles d'histoire sur :





Claude Ven, Président de l'IHS Métallurgie

Notre fédération a cent dix ans. Et croyez-moi, ce n'était pas gagné d'avance. Nos intervenants Guillaume Davranche et Emeric Tellier reviendront sur les conditions, l'environnement et les raisons qui ont conduit les métallos à se doter, il y a plus d'un siècle, de ce nouvel outil. Leurs présentations historiques s'appuient sur un travail de recherche et une maîtrise dont je ne dispose pas. Mais je vais tout de même dire quelques mots avant de leur céder la parole.

Nous n'avons pas choisi ce sujet uniquement par souci mémoriel. Il nous a paru important, voire nécessaire, de revenir sur l'histoire de notre fédération. De nous donner l'occasion, par un retour en arrière, de mieux nous situer dans une période instable et, par beaucoup d'aspects, riche de périls mais aussi d'opportunités.

Chaque période de l'histoire a ses spécificités. Chaque moment est particulier. Aujourd'hui le rapport de force ne nous est pas favorable. La mobilisation des salariés peine à prendre de la dimension. Le patronat en profite pour « détricoter » les grandes conquêtes sociales. L'UIMM amplifie son travail de sape en s'attaquant aux conventions

collectives, aux grilles de salaire, aux classifications et en dynamitant les branches industrielles. Alors pour certains, toujours plus nombreux, la question de la pérennité et, surtout, de l'efficacité de notre syndicalisme se pose.

C'est dans ce contexte difficile que nous sommes percutés par un mouvement social qui semble nous échapper, celui des « gilets jaunes ». Pas une de nos assemblées ou de nos réunions qui ne revienne sur le sujet, donnant la parole aux pour et aux contre. On s'oppose, on s'affronte, mais on en retire peu de chose. On tourne autour, on hésite à tirer les fils, on cherche par quel bout prendre le problème. On interroge ce mouvement sans nous interroger nous-mêmes.

Car il est un fait que cette appellation de « gilets jaunes », qui suscite l'appétit de nombreux opportunistes, recouvre de multiples réalités sociales. Mais si ce mouvement est incontestablement un mouvement social, il n'est pas, au départ, un véritable mouvement revendicatif. Son moteur initial est l'humiliation.

Ses acteurs, qui se définissent avant tout contre les partis politiques et les syndicats, constituent cette



© R. Gauvrit | coll. IHS CGT Métaux

tranche de la population qui se tait, refuse de s'impliquer et subit en silence. Une population, objet d'un pilonnage intellectuel et condamnée à se satisfaire de la politique du ruissellement dans l'indifférence générale. Une population qui, soudain, prend conscience que, pour les tenants du pouvoir, elle n'existe pas.

Une population qui découvre le mépris de classe, dont le ressentiment, la difficulté de vivre et bientôt la haine se focalise sur un seul homme : le monarque républicain. Ils en appellent à Macron, réclamant sa démission mais surtout cherchant son attention.

On ne construit pas une politique revendicative en exigeant le départ d'un individu aussi nocif qu'il soit. C'est user d'un rapport de force si douloureusement obtenu pour une illusion. C'est lâcher la proie pour l'ombre.

L'indifférence de « Jupiter » conduit à la radicalisation et à la violence. Alors il va leur mentir. Il va leur servir de fausses promesses puis des concessions illusoires. Le mépris, toujours. Les mesures prises dans son *mea culpa* bien éphémère confortent en réalité la poursuite de la politique du gouvernement. C'est d'ailleurs l'enjeu du grand débat : trouver les arguments pour poursuivre la casse sociale.

Comparaison n'est pas raison dit-on. Mais l'histoire nous permet de relativiser les événements actuels. De nous donner la possibilité de prendre un peu de recul. D'examiner nos questionnements d'aujourd'hui sous un autre angle, avec d'autres outils que les fausses évidences que l'on nous assène chaque jour dans l'écrasante majorité des médias.

Et le débat actuel ? Ce grand rendez-vous soi-disant démocratique. Sincèrement, que peut-on attendre d'un questions/réponses entre des élus sélectionnés et un bateleur qui fait son *one man show* pour masquer la vacuité de son grand débat ? Les cahiers de doléances n'y feront rien. C'est par ailleurs loin d'être une initiative démocratique totalement inédite. Nul besoin de remonter aux prémices de la Révolution.

Permettez-moi de faire un peu d'histoire. Après

tout, vous êtes venus pour ça. Les grandes heures de la Libération, si riches en innovations, ambitieuses et fondatrices de notre modèle social, nous en offrent un exemple.

En juillet 1945 le Conseil national de la Résistance (CNR) organise les États généraux de la Renaissance française au palais de Chaillot.

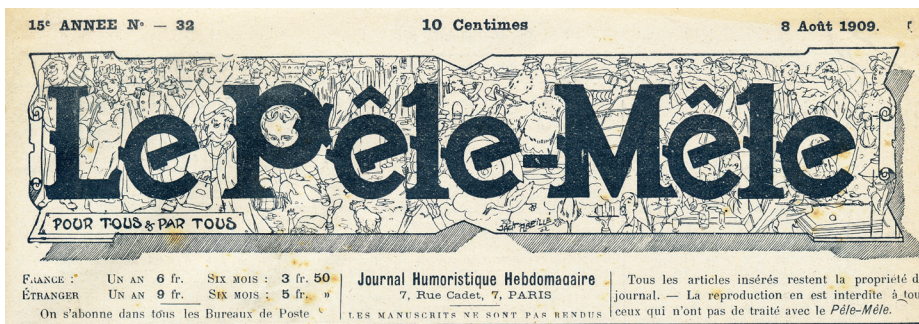
« Une assemblée construite sur les attentes et les ambitions de tout un peuple. »

L'objectif est de donner matière au programme « *Les jours heureux* » rédigé deux ans plus tôt dans la clandestinité. Des cahiers de doléances sont établis par les comités départementaux de libération au niveau des communes, des cantons, de l'ensemble des territoires. Dix thèmes sont retenus, dont la reconstruction, le ravitaillement, mais aussi l'industrie, le commerce, la jeunesse, la démocratie et le progrès social.

À l'époque, pas de bateleur, pas de chauffeur de salle, de monarque tout puissant qui distribue le droit de parole et organise la récolte des arguments qui légitimeront la poursuite de sa politique de classe. À l'époque ce sont les vœux, les revendications, les doléances des comités

locaux de Libération qui sont au cœur de cette grande aspiration démocratique de progrès et d'émancipation. Un système unique et universaliste de protection sociale s'affirme avec plus de mille délégués, porteurs de cette récolte populaire, réunis au palais de Chaillot : la Sécu, notamment, prend forme. Au fil des cahiers se dessine un plan de réforme bien plus ambitieux que celui qui sera finalement mis en œuvre par le gouvernement. C'est aussi cela l'histoire de notre pays, de notre syndicalisme, de notre fédération.

Mais pas d'angélisme, au gré des expressions apparaissent parfois des aspirations à une politique nataliste où la femme se doit de retourner au foyer et, surtout, d'y rester. On évoque l'abolition du divorce, dans le domaine culturel certains rejettent la musique de sauvages que constitue le jazz et les livres sans valeur que sont les romans policiers. On souhaite éduquer les masses, les éloigner de ce qui est facile, vulgaire, banal. On veut faire dans l'État, une place d'honneur aux gens cultivés et imposer aux représentants du peuple un niveau de culture suffisant, pour que ne soit plus discréditée la profession parlementaire. Voilà de surprenants échos à notre quotidien du XXI^e siècle.



AU PASSAGE DES DÉLÉGUÉS DE LA C. G. T., par Paul d'ESPAGNAT.



LE MANIFESTANT. — Vive le syndicat ! vive la sociale !
LES DÉLÉGUÉS DE LA C. G. T. — Veux-tu rentrer ça ! malheureux ! tu arrêtes le train et l'express de Dijon nous suit à sept minutes !

Couverture de *Pêle-Mêle*, 8 août 1909 © Paul d'Espagnat | coll. IHS CGT Métaux

Et pourtant quelles avancées sociales le Conseil national de la Résistance laissera à notre pays ! Je doute que la mascarade du grand débat macronien débouche sur un semblant de progrès pour les femmes

et les hommes de ce pays. Pourtant l'attente, l'espoir est là. Elle anime toute une population que nous n'avons pas su ou pas pu informer et réveiller. Toute une population qui entrevoit peu à peu son illusion de

victoire et les lendemains qui déchantent.

Avons-nous vraiment été au service du mouvement social ? Difficile de répondre tout en agissant au quotidien. Difficile de prendre du recul lorsque les attaques s'amplifient et que la riposte tarde à prendre corps. Nous laisserons cette question aux historiens. Mais l'histoire nous offre d'autres leçons et parfois quelques réponses. À nous de les chercher.

1909 vit naître notre fédération dans une époque troublée, à la veille de la grande boucherie de 14-18. Elle est le fruit d'une réflexion et d'un travail politique et syndical. Elle a aujourd'hui 110 ans. Nous aurons l'occasion d'y revenir durant les prochains mois. Nous jalonnons cette histoire en mettant en avant les moments clefs, dans nos publications, à l'occasion d'initiatives, au conseil national fédéral de juin ou avec le collectif jeune à l'automne. Puis nous tiendrons à votre disposition la compilation de tout ce travail.

Mais pour l'heure commençons par le commencement et revenons en ce début du XX^e siècle. ■



Guillaume Davranche

La période dont je vais vous parler est celle qui précède la création de la fédération des Métaux. Je vous parlerai du contexte, de la mentalité et de la violence de l'époque.

Les années 1906 à 1909 constituent la période héroïque de la CGT. C'est l'époque des fondateurs, des pionniers et des créateurs, une époque où un leader ouvrier sait qu'un passage en prison fait partie du parcours normal d'un militant, où la répression est très violente, de même que les débats entre militants. Des orientations divergentes se dessinent, notamment entre révolutionnaires et réformistes, entraînant débats et coups bas.

1906 fut une année fondatrice pour toute une génération. Avant cette date, la bourgeoisie ne prenait pas la CGT au sérieux mais quand la grève générale du 1^{er} mai 1906 se prépara, quand cette idée rencontra un écho important dans la classe ouvrière, quand les syndicats se multiplièrent comme des champignons, la bourgeoisie prit peur, la presse commença à en parler, la police et le gouvernement furent sur les dents et toute une génération de militants. Oui c'est possible, on peut le faire.»

Même si elle n'aboutit pas à la Révolution, cette grève fut un événement énorme. Après cette date, tout le monde prit la CGT au sérieux et sut qu'elle était une puissance avec laquelle il fallait compter. Dans les années qui suivirent, les responsables confédéraux essayèrent de recréer un mouvement similaire mais n'y réussirent pas. Ils recherchèrent la corporation capable de prendre la tête de la révolte avec la grève des postiers en 1909, des cheminots en 1910, puis du bâtiment en 1911.

1908 fut une année cruciale, avec la grande grève des ouvriers du bâtiment de Draveil-Vigneux, dont le gouvernement Clemenceau décida de faire une épreuve de force, afin de briser les reins de la CGT, ce qu'il réussit pour partie. La CGT lança un appel à la grève générale pour soutenir les ouvriers de Draveil mais elle ne marcha pas très bien. Il y eut à Villeneuve-Saint-Georges une grande manifestation de soutien qui dégénéra, fit quatre morts et deux-cents blessés (dont soixante policiers) et le soir même, toute la direction de la CGT se retrouva sous les verrous. L'aile réformiste en profita pour dramatiser la situation, en déplorant la situation dans laquelle les avait conduits la politique



© R. Gauvrit | coll. IHS CGT Métaux

aventuriste de la direction révolutionnaire de la fédération du Bâtiment, qui était à l'époque l'avant-garde du prolétariat. Elle mena donc une offensive lors du congrès de Marseille en 1908 pour essayer de chasser les révolutionnaires de la majorité confédérale et c'est Alphonse Merrheim, le futur secrétaire de la fédération des Métaux, qui prit la parole pour les défendre et prôner le maintien de la ligne grève-généraliste, antimilitariste et révolutionnaire de la CGT.

Le 24 février 1909 se tint au siège confédéral, impasse de la Grange-aux-Belles, un événement très important dans la vie de la CGT : ce jour-là, le comité confédéral dut élire un nouveau secrétaire général, Victor Griffuelhes ayant démissionné, fatigué des dissensions apparues suite au drame de Villeneuve-Saint-Georges. Le candidat de l'aile révolutionnaire était Nicolet, secrétaire de la fédération du bâtiment, et celui de l'aile

réformiste était
Louis Niel.

À la surprise de tous, c'est ce dernier qui l'emporta d'une voix. Ce fut une onde de choc qui traversa toute la CGT. En réalité, dans les mois qui suivirent, il y eut une sourde guerre d'influence de la part des révolutionnaires qui étaient majoritairement présents au siège confédéral et menèrent la vie dure à Louis Niel.

En mars 1909 eut lieu une grève des postiers qui aboutit à la création d'une fédération des PTT. Les postiers étaient des agents de l'État et n'avaient donc pas le droit de se syndiquer, mais il existait une certaine tolérance. Il y eut ensuite une deuxième grève, en mai, pour exiger la réintégration de plusieurs responsables fédéraux révoqués par le gouvernement, mais elle ne rencontra pas le succès escompté. Les postiers

Les Hommes du jour

Dessin de A. Delannoy

Texte de Flax



Victor GRIFFUELHES

DEUXIÈME ANNÉE
15 Février 1909. — N° 56
10 Centimes
Le prochain numéro sera consacré à
Alexandre RIBOT

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
38, Quai de l'Hôtel-de-Ville, 38. — PARIS (IV^e)
Administrateur : **HENRI FABRE**

Abonnements
UN AN 8. ►
SIX MOIS 5. ►
TROIS MOIS 3.50
ÉTRANGER 8. ►

Rei Fol 213

Victor Griffuelhes, vu par *Les Hommes du jour* © BNF - Gallica

appelèrent donc la CGT au secours, demandant à d'autres fédérations de les soutenir. Le 14 mai, ils organisèrent un grand meeting au manège Saint-Paul et les leaders cégétistes présents, réformistes et révolutionnaires, firent de la surenchère dans leur soutien aux postiers.

pour Eugène Guérard, renia la promesse faite aux postiers et affirma qu'il était impossible d'appeler à une grève sans avoir auparavant lancé un référendum dans toutes les organisations de la Fédération, ce qui demanderait douze jours. Ce fut un énorme scandale, les révolutionnaires

Eugène Guérard, le secrétaire – réformiste – de la fédération des cheminots, promit que ces derniers se mettraient en grève pour soutenir les postiers. Aussitôt, Emile Pataud, leader – révolutionnaire – des électriciens, en fit de même. Malheureusement, le 17 mai, il apparut que ces vantardises allaient coûter très cher aux grévistes et à tout le syndicalisme. alors que les postiers étaient à nouveau réunis, les cheminots tinrent eux aussi une assemblée. Or tandis que la minorité révolutionnaire du syndicat des cheminots réclamait la grève immédiate,



Émile Pataud intervenant au meeting du manège Saint-Paul, le 14 mai 1909
© Agence Rol | BNF - Gallica

demandèrent la démission de Guérard et les postiers, totalement démoralisés, revotèrent la grève mais la mort dans l'âme.

Le même soir se tint un comité confédéral de la CGT où furent réunis l'ensemble des délégués des fédérations. La CGT estimait que, malgré la défection des cheminots, elle ne pouvait pas se dédire et le comité confédéral appela donc, au deux tiers de ses membres, à la grève générale pour le 19 mai. Mais cette journée fut une catastrophe totale car cet appel se perdit dans l'indifférence générale. Seules quelques corporations entrèrent dans le mouvement, notamment celles du bâtiment. Les

cheminots et les électriciens en revanche n'y entrèrent pas. Ce fut donc pour la CGT une humiliation publique dont la presse bourgeoise rit à gorge déployée.

Huit jours plus tard, le 27 mai 1909, se tint une nouvelle réunion du comité confédéral durant laquelle fut tiré un bilan – sinistre – de tout cela. La majorité révolutionnaire se ressouda pour faire porter à Louis Niel la responsabilité de cet échec. Cela se passa dans une ambiance houleuse, avec quelques dizaines de terrassiers présents dans la cour du bâtiment confédéral qui surexcités, réclamaient la tête de Louis Niel. Celui-ci donna sa démission, de même que Thil, son adjoint.

La CGT entra alors dans une période assez troublée. Pendant deux mois, on ne trouva aucun candidat au poste de secrétaire général – ce fut finalement Léon Jouhaux, un révolutionnaire à l'origine anarchiste mais jugé « raisonnable », qui fut choisi. Or, cette séance calamiteuse du comité confédéral, qui vit Niel chassé du secrétariat, qui marquait l'apogée de la crise organisationnelle et politique de la CGT, se déroulait... la veille de l'ouverture du congrès d'unification de la métallurgie. C'est vous dire le contexte qui pouvait occuper les pensées des délégués ! Mais je vais laisser Emeric Tellier vous parler de cet événement.. ■



Emeric Tellier

Il me revient d'évoquer maintenant le congrès d'unité des 28, 29 et 30 mai 1909. Pour cela, nous disposons de sources assez nombreuses, aussi bien dans nos archives fédérales qu'aux Archives nationales et aux archives de la préfecture de police de Paris.

Ainsi, nous possédons le compte-rendu du congrès, ainsi que le bilan d'activité adopté par le comité fédéral pour la période 1907-1909. À cela, nous pouvons ajouter des courriers, des documents financiers ou encore un très beau document, le relevé manuscrit des comptes-rendus du comité fédéral pour la période 1909-1914. La presse a bien évidemment été sollicitée pour ses comptes-rendus, tant *L'Ouvrier métallurgiste*, organe mensuel de la Fédération de la métallurgie, que la presse ouvrière. La « grande » presse quotidienne, comme *Le Matin* et ses 630 000 exemplaires ou *Le Petit Parisien*, qui en tire le double, préfère pour sa part abreuver ses lecteurs de faits divers comme cette affaire Marguerite Steinheil, du nom de cette mondaine, ancienne amante de Félix Faure, qui se retrouve suspectée du meurtre de sa mère et de son époux.

De même, les archives policières, tant aux Archives nationales qu'aux archives de la préfecture police de

Paris, se révèlent finalement assez pauvres, se contentant de coupures de presse et de quelques rapports signalant – cela est à prendre avec précaution – le climat de désunion régnant à la tête de la Fédération.

C'est à partir de ces matériaux que je vous propose de vous plonger dans l'histoire de cet événement.

Le froid est piquant, le temps maussade au matin du 28 mai 1909, tandis qu'un attroupement se forme au pied de la Bourse du travail de Paris, rue du Château-d'Eau dans le X^e arrondissement, à deux pas de la place de la République. Sa façade imposante de cinq étages, de style Renaissance classique, accueillait quelques années plus tôt une longue banderole sur laquelle on pouvait lire : « À partir du 1^{er} mai 1906,



© R. Gauvrit | coll. IHS CGT Métaux

nous ne travaillerons que huit heures par jour ». La grève générale, minutieusement préparée, n'eut pas l'efficacité escomptée, mais sema toutefois l'épouvante parmi la bourgeoisie de la capitale qui amassa pour l'occasion de conséquentes provisions et suscita une intense répression. Le souvenir de la Commune était alors encore bien vif...



La Bourse du Travail de Paris, le 1^{er} mai 1906 © coll. IHS CGT Métaux

Pour l'heure, chacun entre dans le bâtiment pour rejoindre la grande salle, prendre place sur l'un des bancs de bois qui encadre la tribune. C'est ici, à l'aplomb de la grande verrière en métal et sous les armoiries des différentes corporations que doit se tenir, trois jours durant, le congrès d'unité de la métallurgie. Nous ne disposons malheureusement pas d'archives iconographiques de ces assises. Néanmoins, en se fondant sur des documents photographiques de la même époque, comme cet instantané d'un groupe de délégués du congrès fédéral de 1907 paru en une de *L'Ouvrier métallurgiste*, on peut imaginer que la grande majorité d'entre eux portent un costume sombre, quelques-uns le chapeau ou la cravate.

Ils sont cent neuf délégués en tout, rien que des hommes, représentant cent soixante-quatorze organisations de l'Union fédérale des ouvriers métallurgistes de France (UFOM), de la Fédération nationale des ouvriers mouleurs (FNOM) et de la Fédération des ouvriers mécaniciens, auxquels s'ajoutent deux délégués représentant dix syndicats non fédérés. On y aperçoit quelques figures connues, comme Émile Pataud, le turbulent secrétaire du syndicat des travailleurs des industries électriques, qui manipulait la coupure de courant pour obtenir des capitulations patronales. Ainsi, le 6 mars, devant le refus d'accorder des augmentations de salaire au personnel de son service électrique, l'hôtel Continental fut plongé dans

le noir, alors que celui-ci accueillait une réception à laquelle participait René Viviani, ministre du Travail. On croise également Alphonse Taffet, surnommé le « gréviculteur » par le patronat des Ardennes et Henri Gautier, fondateur de la Bourse du Travail de Saint-Nazaire, à ne pas confondre avec son homonyme, métallurgiste au Havre puis en région parisienne, dont nous avons retracé le riche parcours dans le livre *D'Espoir et d'acier*. On remarque aussi les permanents fédéraux comme Raoul Lenoir, dit « Léoni », secrétaire général des mouleurs depuis 1907 ou Raoul Paris, secrétaire général des ouvriers en voiture et chansonnier à ses heures perdues. Et n'oublions pas enfin Alphonse Merrheim, secrétaire de l'UFOM et l'un des principaux artisans de ce congrès avec Henri Galantus et Jean Latapie.

Après une matinée consacrée à la vérification des mandats, les travaux débutent à quatorze heures avec un point unique à l'ordre du jour : la fusion entre les trois organisations.

L'unité de l'ensemble des ouvriers travaillant dans la métallurgie au sein d'une fédération syndicale d'industrie est une vieille antienne. Un premier congrès national de la métallurgie de France ne s'était-il pas tenu à Paris du 8 au 13 octobre 1883 ?



Groupe de délégués au congrès national des ouvriers métallurgistes, 1907
© coll. IHS CGT Métaux



Premier congrès national de la métallurgie, 1883 © coll. IHS CGT Métaux

Convoqué par l'Union corporative des ouvriers mécaniciens de la Seine et d'autres chambres syndicales du même département, il avait rassemblé quarante-quatre délégués représentant vingt-six chambres syndicales dont douze de province. Née de ces assises, la « Fédération française des ouvriers métallurgistes » avait cependant rapidement cessé toute existence. L'idée fédérative était malgré tout restée vivace et l'initiative fut reprise par les chambres syndicales

de la métallurgie de la Seine qui impulsèrent la création, le 5 février 1890, de la « Fédération nationale des ouvriers métallurgistes de France », dont le secrétariat fut confié à Arthur Groussier, un jeune dessinateur industriel de vingt-sept ans passé par les Arts et Métiers d'Angers. Cette organisation, qui regroupait en son sein de nombreuses spécialisations et métiers métallurgiques (mécanicien, fondeur en cuivre, maréchalerie, ouvrier de la voiture, chauffeur-conduc-

teur, tourneur en optique, instruments de chirurgie, etc.), a tenu son premier congrès en novembre 1892. Si elle ne regroupait alors pas, loin sans faut, l'ensemble des organisations et adhérents de la métallurgie, son objectif y fut rappelé sans ambiguïtés : « La création des Fédérations spéciales de métiers est rejetée à l'unanimité. La Fédération de tous les métallurgistes est adoptée à l'unanimité. »

Les ambitions affichées n'empêchèrent pas la dispersion de s'approfondir. Des fédérations de métiers virent ainsi le jour chez les chauffeurs-conducteurs-mécaniciens (8 septembre 1889), dans la voiture (26 décembre 1891), chez les mouleurs (16 juillet 1894), dans le cuivre (31 décembre 1894), chez les ferblantiers (14 mai 1896) ou encore les mécaniciens (15 juillet 1899).

Devant cette situation, la « Fédération nationale des ouvriers métallurgistes de France » se transforme, à l'occasion de son congrès de novembre 1899, en « Union fédérale des ouvriers métallurgistes » avec pour but la « création d'une fédération unique de la métallurgie englobant tous les syndicats de travailleurs des métaux, et supprimant aussi toutes les Fédérations secondaires ou Unions de Syndicats Métallurgistes, comme la Fédération des Mouleurs, l'Union du Bronze, etc. ». Il est également décidé que la Fédération « sera composée de sections de métiers entièrement autonomes sur la question professionnelle, mais [...] solidaires sur toutes les questions générales. »

Nuançons toutefois ces déclamations. Ce congrès est révélateur, selon l'analyse de l'historien Michel Pigenet, « de la profondeur des clivages professionnels », dans la mesure où les ouvriers

qualifiés délaissent « cette organisation qui réunit, bien malgré elle, une proportion croissante de manœuvres ». Preuve en est : un « Comité d'entente des fédérations des mouleurs, des mécaniciens et du cuivre » voit le jour en réaction en mai 1900. La Fédération du cuivre fusionne finalement avec l'UFOM en 1903, tandis que celle des ouvriers en voiture s'en rapproche à partir de 1907. Cette même année, un nouveau regroupement est forgé entre les fédérations des mouleurs, des mécaniciens, de la maréchalerie, puis peu après de la bijouterie, intitulé « Cartel des ouvriers sur métaux ».

La première décennie du XX^{ème} siècle est donc le théâtre d'une confrontation entre ces deux pôles, l'Union fédérale et le Cartel. Ces derniers sont le fruit de la nécessaire coordination des luttes syndicales, mais également de rivalités personnelles, d'options politiques différentes, d'identités professionnelles bien enracinées et d'inquiétudes quant à l'avenir des œuvres syndicales et de leur caisse.

Dans un premier temps, les fédérations de métiers l'ont emporté. Pierre Coupat, de la Fédération des ouvriers mécaniciens, obtient au congrès confédéral de Montpellier, en septembre 1902, que les statuts maintiennent les fédérations

d'industrie et de métiers sur un pied d'égalité, au grand dam d'Eugène Reisz, de la même fédération, qui propose que « la CGT devra, dans le plus bref délai possible, n'admettre dans son sein que des fédérations d'industrie et en attendant que cette unité d'action soit réalisée, il faudrait que l'on délimite le nombre des fédérations qui pourront se créer dans les diverses catégories. »

Quatre ans plus tard, l'équilibre a évolué. Le congrès confédéral d'Amiens, en 1906, prévoit que les fédérations de métiers soient encouragées à fusionner et la création d'une « commission de propagande et d'organisation » chargée de déterminer le nombre et la composition des futures fédérations d'industrie. Le tournant s'opère avec le congrès confédéral de Marseille en 1908. Celui-ci ordonne aux peintres de rallier la Fédération du bâtiment et, par 919 mandats contre 180, « donne mandat au comité confédéral de provoquer et d'organiser, dans un laps de temps d'environ six mois, un congrès auquel devront être conviés les syndicats affiliés aux fédérations des mouleurs, mécaniciens et métallurgistes, ainsi que ceux qui ne sont pas fédérés nationalement. »

Cette mise en demeure provoque une levée de

boucliers. La Fédération des mécaniciens dénonce le fait qu'une douzaine d'autres fédérations de métiers pourraient être concernés mais que seuls les mécaniciens et les mouleurs le sont, preuve que l'on cherche à les « anéantir », car leur « attitude déplaît foncièrement. » Attachée à l'existence du « Cartel des ouvriers sur métaux », elle consulte ses organisations sur l'opportunité de la fusion, qui en rejettent massivement le principe. De son côté, le conseil fédéral des mouleurs condamne, dans *La Voix du Peuple*, cette « violente atteinte à l'autonomie

des organisations confédérées », cette décision vécue comme « un abus de pouvoir ». Pour autant, il entend se conformer à la décision du congrès confédéral, en espérant une collaboration « loyale et sincère ».

Le 28 mai 1909, tandis que s'ouvre la séance de l'après-midi, nul doute que l'unité du syndicalisme métallurgique et son devenir est dans tous les esprits. Tout d'abord parce que suite au refus de la Fédération des mécaniciens, seuls cinq de ses syndicats y participent.



Portrait de Louis Niel, paru dans *L'Humanité*
© BNF - Gallica

« Partisans de la fusion », ils espèrent que « forts du désir de conciliation qui sera manifesté pendant le Congrès, [ils pourront] rallier la grosse majorité de [leur] Fédération et que ce ne soit pas un nombre restreint de syndicats de mécaniciens qui viennent à la fusion, mais toutes les organisations appartenant à [leur] Fédération. » Ensuite, parce que le congrès se déroule alors que Louis Niel, secrétaire général de la CGT depuis le 24 février et Gaston Thil, secrétaire général adjoint, ont démission-

né de leur mandat deux jours plus tôt au comité confédéral national. La presse quotidienne, de *L'Humanité* au *Matin* en passant par *Le Figaro*, reproduit leurs lettres de démission et agite le spectre d'une scission au sein de la CGT, entre « réformistes » d'un côté et « révolutionnaires » de l'autre. Rappelons enfin que d'autres fédérations de métiers, comme les bijoutiers ou les ferblantiers-boîtiers, n'ont pas voulu s'inscrire dans le processus de fusion mais aussi que, selon une estimation policière, sur 700 000 salariés dans la métallurgie en 1905, environ 90 000 sont syndiqués

et seulement 32 000 fédérés.

L'unité est donc bien relative, bien fragile. Mais l'unanimité, moins trois voix et quatre abstentions, qui adopte d'emblée le principe de la fusion témoigne de « l'atmosphère conciliante et sympathique » évoquée par Raoul Lenoir dans le dernier numéro de *L'Ouvrier métallurgiste* de juillet 1909. Cette résolution précise : « Considérant que la concentration des forces ouvrières s'impose de plus en plus dans l'industrie des métaux, par suite du déve-

veloppement du machinisme et de la constitution de trusts, comptoirs et autres organisations patronales ; [les syndicats des mouleurs, métallurgistes et mécaniciens] décident de se constituer en Fédération unique [...] »

Le développement de la grande industrie, rationalisée, taylorisée et l'émergence d'une organisation patronale unifiée sont donc les deux principales motivations affichées en faveur de la fusion de l'ensemble des organisations syndicales de la métallurgie. Ces questions ont fait l'objet d'une attention toute particulière de la part d'Alphonse Merrheim, auteur d'une brochure intitulée *L'Organisation patronale dans la métallurgie*, tirée à 20 000 exemplaires et diffusée depuis fin 1908. Celle-ci fournit des renseignements sur les chambres patronales et leur Union des Industries Métallurgiques et Minières (UIMM) qui a vu le jour en mars 1901 et dont les métallurgistes ont déjà pu jauger la puissance, avec la mise en place d'importantes caisses d'assurance contre les grèves. Hasard du calendrier, le 28 mai 1909 est également le jour du Banquet annuel d'une autre organisation patronale de la métallurgie, le Comité des Forges de France, fondée en 1864, où se côtoient, entre autres, Eugène Schneider, De Wendel, Arbel, le baron Xavier



La fine équipe des «gréviculteurs» qui sillonnaient la Lorraine métallurgique et minière dans les années 1905-1907, pour y implanter la CGT. De g. à dr. : Bou-doux, Varède, Merrheim, Uhry et Petit. © DR | coll. IHS CGT Métaux

Reille, sous la présidence de Guillaïn, ancien ministre, ancien vice-président de la Chambre des députés et président du Comité des Forges.

L'essentiel des deux dernières journées est consacré à la discussion et à l'adoption des statuts de la nouvelle fédération, dont le titre est « Fédération des ouvriers des métaux et similaires de France ». Les rares points d'achoppement se concentrent sur les conditions d'admission des syndicats, sur le montant des cotisations et sur le financement des différentes caisses de secours existantes dans les organisations : de grève, de route, de chômage ou

encore de solidarité. Le dernier après-midi, celui du dimanche, est employé à la désignation des secrétaires fédéraux : Alphonse Merrheim, Henri Galantus, Raoul Lenoir tandis qu'un quatrième poste est laissé vacant pour les mécaniciens.

Un incident éclot à la toute fin. Émile Pataud, le « roi de l'ombre » évoqué plus tôt, intervient au nom du Syndicat national des électriciens pour plaider l'acceptation en l'état de son organisation au sein de la nouvelle Fédération. Alphonse Merrheim soutient sa demande, en invoquant le fait qu'il ne s'agit pas d'une organisation corporative autonome, mais plutôt d'une section profes-

sionnelle de la Fédération dont l'un de ses membres ferait partie du bureau ou du secrétariat fédéral. En dépit d'une longue argumentation, fondée sur l'analyse économique de l'industrie électrique et de sa position dans l'architecture patronale, il échoue à faire valoir son point de vue. Le congrès, à l'unanimité moins six voix, rejette la proposition portée par les électriciens. Ces derniers quitteront finalement la Fédération de la Métallurgie, pour rejoindre celle de l'Éclairage.

Quel regard pouvons-nous porter sur le congrès d'unité des 28, 29 et 30 mai 1909, à cent dix années de distance ? Il ne coulait pas de source que ce congrès serait considéré comme l'acte de naissance de notre Fédération. La violente répression patronale et gouvernementale, la crise de direction ouverte au sein de la CGT, les oppositions internes, le refus de plusieurs professions de s'y associer étaient autant de raisons de douter de la pérennité des décisions adoptées et du risque de répéter les précédents de 1883, 1890 et 1899.

A *posteriori*, la réussite de la fédération unifiée de la métallurgie s'explique autant par des facteurs endogènes qu'exogènes. Il a fallu, parmi les militants et les adhérents, une bonne dose de conviction et de

discipline pour dépasser les oppositions et surmonter les obstacles, dans une période d'édification de la CGT et de ses structures professionnelles et territoriales. Cette fusion a également été motivée par les conséquences de la Seconde Révolution industrielle, en particulier dans les industries métallurgiques : concentration des capitaux et de la production, existence d'un patronat de combat dans la métallurgie déterminé à défendre ses intérêts grâce à ses organisations – Comité des forges de France et Union des industries métallurgiques et minières – et à lutter contre le syndicalisme et les luttes ouvrières, mécanisation et division accrue des tâches productives induisant la disparition des métiers qualifiés et la montée en puissance des ouvriers spécialisés. On ne peut donc résumer cette unification par une OPA des « révolutionnaires » de la métallurgie sur les « réformistes-mutuellistes » mouleurs et mécaniciens.

Pour autant, il ne faut pas imaginer que la création d'une fédération d'industrie unique ait mis brutalement fin à l'expression des métiers. On dénombrait trente fédérations en 1902, soixante et une en 1906, soixante-huit en 1908 et encore quarante-six en 1914. Au congrès du Havre en 1912, selon un relevé effectué par Michel Pi-

genet, on dénombre encore plus d'une quarantaine de syndicats mentionnant une spécialité, preuve de la permanence des métiers au sein de la fédération d'industrie.

Quoiqu'il en soit, cette unité réalisée a participé au développement du sentiment d'appartenance à une même communauté d'intérêt, à une même classe sociale et à participé à l'émergence de la figure du métallo qui, à l'instar du cheminot et du mineur, ont incarné à partir du Front populaire et jusqu'au milieu des années soixante-dix, une certaine culture ouvrière. Ne serait-ce qu'en mettant en contact des ouvriers très qualifiés avec ceux sans qualification ou presque de la grande industrie, en favorisant les solidarités à l'échelle territoriale, nationale et internationale, ou en permettant la formulation de revendications communes à l'ensemble des métallurgistes.

Cent dix ans après, ces débats sur la structuration du syndicalisme, sur ses objectifs immédiats et plus lointains, sur son répertoire d'actions et sur sa capacité à mobiliser les travailleurs ont conservé une actualité certaine. À nous de nous y plonger, pour mieux comprendre notre actualité et – pourquoi pas ? – changer l'avenir ! ■

Claude VEN

On se fait souvent une image d'Epinal des grands moments de la lutte syndicale et de la classe ouvrière mais les choses furent souvent plus compliquées. Emeric Tellier a par exemple évoqué la personnalité d'Alphonse Merrheim – dont une salle de ce bâtiment porte le nom – qui connut un parcours assez compliqué, au point d'être exclu de son syndicat en 1914.

Roger SYLVAIN

J'ai apprécié la richesse des interventions. Guillaume Davranche a rappelé le rôle joué par les métallos au sein de la CGT, qui fut considérable au moment de l'Union sacrée, en 1914. Je crois que c'est la fierté des métallos que d'avoir été les seuls à résister à cette tentation.

D'un point de vue syndical, il est évident que la charte d'Amiens a joué un rôle très important mais il y eut un autre événement important en 1906 : la naissance, sous l'autorité de Jules Guesde, de l'Internationale Socialiste.

Après la commune de Paris, Guesde milita avec beaucoup d'énergie, échouant dans un premier temps avec sa tentative de création d'un parti ouvrier en 1890. Dès le départ, il croisa le fer avec les syndicalistes, notamment ceux qui prônaient la grève générale, considé-

rant que l'émancipation du capitalisme devait passer par la bataille parlementaire. Mais on vit plus tard comment les socio-démocrates, sous la conduite de Guesde, soutinrent la révolution de février 1917 mais pas celle d'octobre.

Je suis par ailleurs un peu alarmé par ce qui vient de se passer ces derniers jours à la CGT. Une camarade, Annie Lacroix-Riz, historienne d'autorité reconnue, a été attaquée par d'autres camarades, amenant le Secrétaire confédéral à prendre sa défense. Cela m'amène à penser que le combat entre révolutionnaires et réformistes n'est pas près d'être terminé à la CGT.

Michel TUAL

Il est certain que la période allant de 1906 à 1909 fut assez confuse, avec la grève du bâtiment de 1908 qui conduisit les leaders syndicaux sous les verrous, puis la grève générale de 1909 qui se solda par un fiasco. Après le congrès de mai 1909, y eut-il une certaine stabilisation ou le combat entre réformistes et révolutionnaires continua-t-il ?

Bernard LAMIRAND

Outre Alphonse Merrheim a aussi été cité le nom de Galantus, qui collabora ensuite avec les Allemands pendant la deuxième guerre mon-

diale. Merrheim n'est donc pas le seul à avoir connu un parcours « compliqué ».

Guillaume DAVRANCHE

Quand je vous ai exposé le contexte de la création de la fédération des Métaux, j'ai parlé de la période allant de 1906 à 1909 mais pas de la suite car à l'époque, personne ne savait ce qui se passerait. On peut l'évoquer pour l'anecdote mais cela ne permet pas d'expliquer ce qui s'est passé en 1909.

Quinze ans avant 1909, un débat fondamental avait divisé mouvement syndical français : celui sur la grève générale. Il y avait en fait deux tendances, qui plaideraient toutes deux pour une transformation de la société mais selon deux méthodes différentes : celle passant par la voie parlementariste, prônée par Guesde, Jaurès et d'autres leaders socialistes français ; celle passant par la grève générale, c'est-à-dire l'action directe de la classe ouvrière, portée par les anarchistes et certains socialistes tels que les allemands ou les blanquistes.

Il y eut d'intenses débats entre 1890 et 1894 car il fallait alors choisir son camp. Dans ce débat, les guesdistes furent les plus hostiles à la grève générale. Cela peut paraître étrange pour des militants socialistes qui, dans les années 1880, se vou-

laient radicaux et insurrectionnalistes, mais leur attitude s'expliquait par le fait qu'ils représentaient en France les marxistes « orthodoxes » et étaient inspirés par la social démocratie allemande qui était contre la grève générale, contre l'indépendance syndicale et pour le parlementarisme. Tout ce qui relevait de l'antipatriotisme, de l'antimilitarisme, de la grève générale ou de l'indépendance des syndicats était qualifié de « gaminerie anarchiste ». Du fait de leurs positions, les guesdistes se retrouvèrent assez rapidement marginalisés et détestés par une large partie du mouvement ouvrier français. Fernand

Pelloutier écrivit même que si le guesdisme n'avait pas existé il aurait fallu l'inventer tant il avait été utile pour faire (contre lui) l'unité du mouvement ouvrier français.

La rupture eut lieu en deux temps. D'abord au congrès de Nantes, en 1894, qui réunit de nombreux syndicats français et où fut adopté le principe de la grève générale, ce qui amena les gues-



Portrait de Jules Guesde
© Nadar | The New-York Public Library Digital Collections

distes à quitter la salle en claquant la porte ; puis en 1895, avec la fondation par les grèves-généralistes de la CGT, à laquelle les guesdistes ne participèrent pas et où ils ne réussirent jamais à rattraper leur retard. Par la suite, ils parvinrent néanmoins à contrôler une fédération, celle du textile, qui était basée dans le Nord, bastion du guesdisme, et qui

adhéra relativement tardivement (en 1901) à la CGT.

Ce qui se joue dans ces années-là, c'est l'opposition entre la majorité révolutionnaire et la minorité réformiste. À l'époque, les bastions du réformisme étaient les fédérations du Livre et des cheminots, ainsi que de plus petites fédérations comme celles des employés, des gaziers ou des travailleurs municipaux. Les guesdistes vont toujours se situer dans le camp des réformistes par haine des anarchistes, des syndicalistes révolutionnaires et de la grève générale. C'est pour cela que dans les années 1900, Jules Guesde était une figure réprouvée au sein de la CGT car il était considéré comme un ancien révolutionnaire

désormais totalement intégré au jeu parlementaire français.

Il y avait à l'époque trois figures dominantes chez les socialistes : Jean Jaurès, qui était le plus consensuel, qui n'était pas très aimé au sein de la CGT en raison de ses positions très réformistes et parlementaires – et même de collaboration de classe sur la question des retraites



Une vue de la salle pendant les débats © R. Gauvrit | IHS CGT Métaux

ouvrières – mais était néanmoins respecté ; Jules Guesde, qui était plutôt honni et moqué au sein de la CGT ; Edouard Vaillant, blanquiste et ancien communard, qui était assez respecté car vu comme quelqu'un ayant compté dans la fondation de la CGT, même s'il était ensuite devenu parlementaire socialiste.

Jules Guesde est une figure qui a compté en 1878 et 1879 car il fit partie de ceux qui relevèrent le drapeau rouge après l'écrasement de la Commune mais il dériva ensuite vers une position social-démocrate orthodoxe qui lui aliéna totalement la classe ouvrière militante. Le guesdisme fut ainsi progressivement « liquidé » de la CGT.

Le grève-généralisme fut donc la question fondatrice de la CGT entre 1894 et

1895. Il continua à être une idée dominante pendant assez longtemps, même s'il disparut peu à peu des débats. Pas par désintérêt, plutôt parce qu'il était devenu une référence indiscutable dans le syndicalisme révolutionnaire, comme le montra la grève générale de 1912 contre la guerre, ou la grève générale de mai 1918, en pleine offensive allemande, menée par les métallurgistes de la Loire, acte héroïque qui répondait totalement à l'idée que la grève générale est un acte qui compte.

Emeric TELLIER

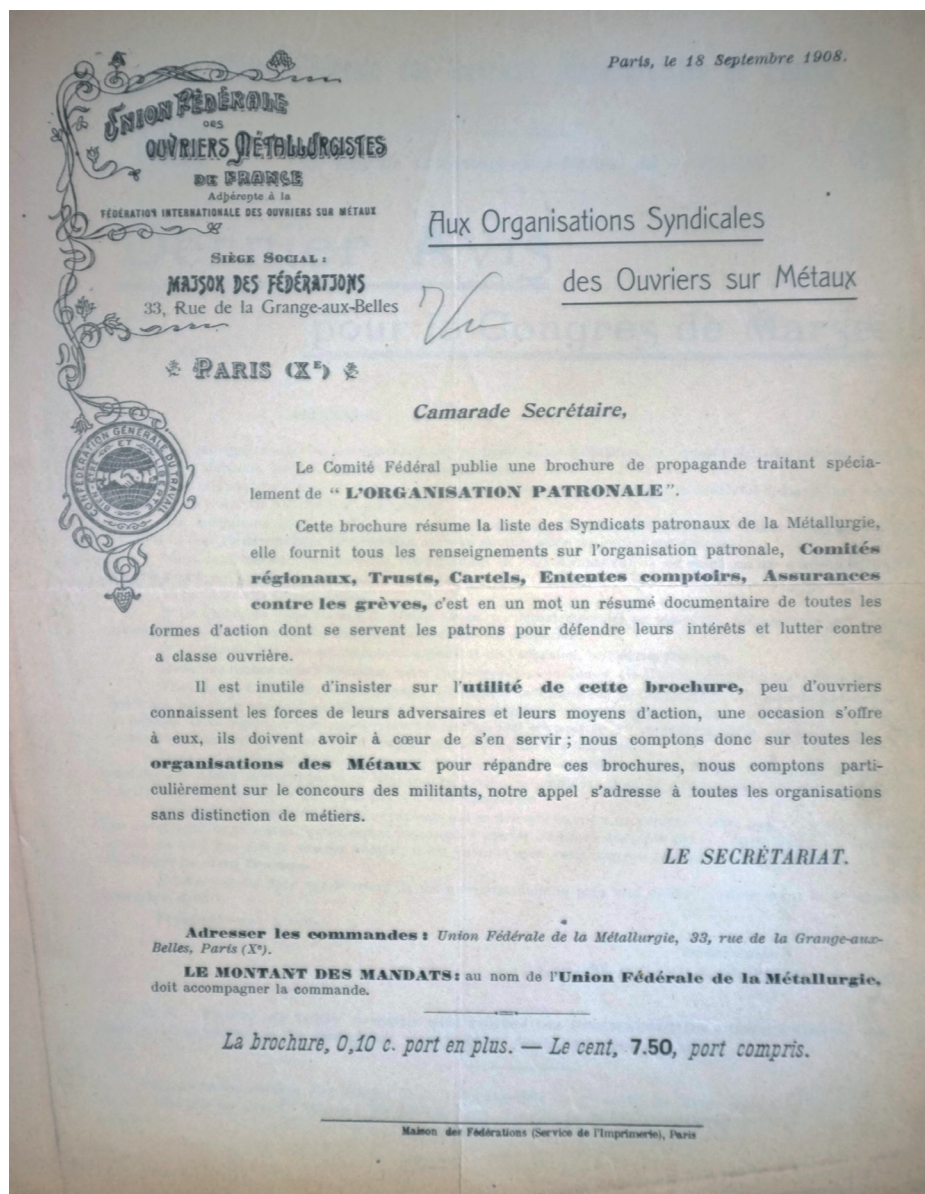
La fondation de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) en 1905, puis le congrès de 1906 furent un peu une réponse à cela. Cela m'évoque aussi le parcours d'Aristide Briand, qui

fut un grand défenseur de la grève générale et faisait partie du gouvernement au moment de l'affaire de Draveil. Ce furent autant de parcours individuels, dans une période particulièrement riche en discussions et en actions. Les lignes de partage n'étaient pas toujours bien fixées, il y avait beaucoup de zones de flou comme en témoignent les comptes-rendus des congrès fédéraux de 1895 à 1914. Les militants eurent des positions évolutives, qui n'obéirent pas forcément à une logique de parti ou de groupe. Il ne faut donc pas avoir d'idées trop préconçues sur chaque école politique.

Après 1909, la fédération des Métaux perdit pas mal d'adhérents. Ce fut une période compliquée tant du point de vue des adhésions

que des luttes. Le contexte n'était pas bon. Même si des fédérations de métiers rallièrent la fédération de la Métallurgie unifiée après 1909, on observa surtout un effondrement des effectifs, qui fut quasiment total au déclenchement de la Première Guerre mondiale – il fallut attendre 1917 pour observer un afflux massif de syndiqués. Globalement, il y eut énormément de tensions qui ne conduisirent pas à une envolée des effectifs.

Pour ce qui est du parcours de Merrheim, qui eut un poids extrêmement important au sein de la fédération de la Métallurgie, son positionnement évolua. Avant le déclenchement de la guerre, il était assez proche de Fernand Pelloutier. Du fait de ses études économiques, il pensait que les choses devaient passer par la formation, pour que les ouvriers aient la capacité de comprendre les mécanismes économiques à l'œuvre en face d'eux et l'organisation du patronat. À partir de 1912, il eut une lecture assez pessimiste de la situation. Il était parfaitement conscient que la France s'acheminait vers un conflit d'ampleur mondiale dans lequel la classe ouvrière n'aurait rien à gagner mais était très pessimiste sur la capacité de cette dernière à répondre à cette situation. On voit d'ailleurs bien qu'il ne croyait pas à un mot d'ordre



Bon de commande de la brochure d'Alphonse Merrheim sur l'organisation patronale, 1908 © coll. IHS CGT Métaux

de grève générale contre la guerre qui aurait dépassé les frontières nationales pour concerner l'ensemble des pays belligérants. Même s'il conserva une position héroïque par la suite, ce fut alors l'un des rares à défendre une position pacifiste, avec la paix immédiate

sans annexion ni intérêts de guerre, même s'il ne fut pas d'accord avec les représentants bolchéviques lors de la conférence de Zimmerwald.

La fédération des Métaux se trouvait donc extrêmement affaiblie en 1914, à l'image de l'ensemble du mouvement ouvrier fran-

çais, et l'adhésion à l'Union sacrée se fit sans difficulté, comme une reconnaissance de l'incapacité du mouvement ouvrier à organiser la grande grève générale qui aurait empêché la guerre de se déclencher. Ces militants avaient tous en tête l'échec des grandes grèves générales lancées depuis 1909, qui conduisit le syndicalisme révolutionnaire à une forme d'introspection sur ses objectifs et ses moyens d'action. Il y eut aussi une pression idéologique très forte en faveur de la guerre et l'on peut être surpris, avec le recul, par la facilité avec laquelle s'opéra le basculement vers l'Union sacrée.

Claude VEN

Il me semblait important de rappeler la figure d'Alphonse Merrheim, un militant qui avait des convictions profondes et tellement solides qu'il n'adhéra pas à l'Union sacrée en août 1914. La fédération des métaux fut la seule, avec celles des tonneliers et des instituteurs, à adopter cette position. La particularité des métallos est aussi d'avoir fait l'objet d'affectations spéciales et d'avoir été, après quelques mois de conflit, réintégrés dans les usines, ce qui les conduisit après la guerre à recueillir la reconnaissance de la Nation mais pas la gloire. C'est l'histoire de la Fédération des métaux qui se retrou-

va dans une situation un peu particulière après la guerre mais qui, par la suite, avec l'explosion de l'industrie automobile et l'émergence de l'industrie aéronautique, pesa d'un poids considérable sur le mouvement ouvrier de l'époque.

Frédéric SANCHEZ

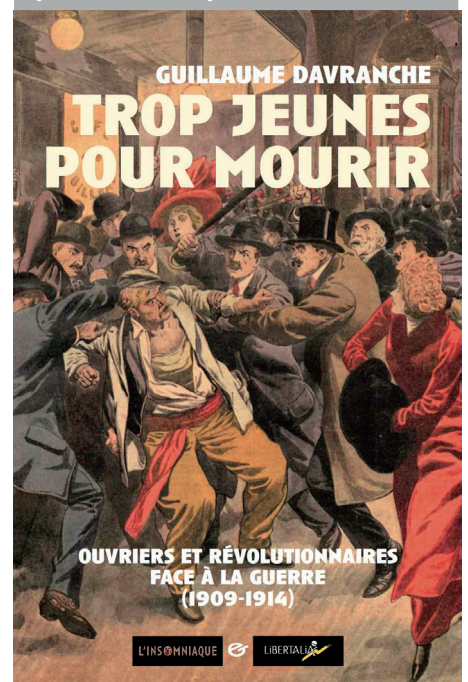
Je pense que de tels échanges mériteraient d'être partagés par l'ensemble des camarades de la direction fédérale, pour que nous puissions avoir une « photographie » de l'évolution de notre fédération à différentes époques. Cela nous serait utile à l'heure où la CGT essaye de trouver un chemin dans le contexte social actuel, marqué par des difficultés de mobilisation et de construction du rapport de force, avec l'objectif d'être au plus près des salariés et des revendications qu'ils portent dans les entreprises. ■



d'histoire CGT sur :



TROP JEUNES POUR MOURIR OUVRIERS ET RÉVOLUTIONNAIRES FACE À LA GUERRE (1909-1914)



Guillaume Davranche explore dans cet ouvrage édité par Libertalia et L'Insomniaque le mouvement ouvrier d'avant 1914 : son organisation, ses passions, ses fractions, ses controverses, ses petites et ses grandes luttes. À découvrir et à faire découvrir !